



AOÛT
2021



Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ?

Centre Russie
/NEI

Vladislav INOZEMTSEV

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Europe orientale et Caucase du Sud », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 979-10-373-0395-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © David Bokuchava/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Vladislav Inozemtsev, « Russie : les difficultés économiques peuvent-elles fragiliser le système politique ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 123, Ifri, août 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15—FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00—Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélarus, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Vladislav Inozemtsev est un économiste russe, docteur en sciences économiques. Il dirige le Centre de recherches sur la société post-industrielle, qu'il a fondé en 1996. Entre 2002 et 2012, il a été rédacteur en chef et co-éditeur des revues *Svobodnaâ Mysl'* et *Russia in Global Affairs*, et rédacteur en chef de l'édition russe du *Monde diplomatique*. De 2011 à 2014, il a été professeur à l'Université d'État de Moscou (MGU) et au Haut collège d'économie (HCE). De 2014 à 2018, il a été chercheur senior à l'Institut für die Wissenschaften vom Menschen (Vienne), au Center for Strategic and International Studies et à la Johns Hopkins University (Washington) et au Polski Instytut Studiów Zaawansowanych (Varsovie). Membre du conseil scientifique du Conseil russe des affaires internationales, il est l'auteur de plus de 20 livres et de 500 publications dans des revues universitaires.

Résumé

Depuis plusieurs années, des politiciens et experts russes de tendance libérale prédisent que des bouleversements dans la vie politique et économique de leur pays entraîneront rapidement la chute du régime de Vladimir Poutine. Parmi les facteurs possibles d'une telle évolution, ils citent les protestations sociales, les sanctions imposées par les pays occidentaux, l'effondrement des cours du pétrole, ou encore le mécontentement dû à la baisse du niveau de vie.

Toutefois, ni la pandémie, ni les turbulences du marché mondial de l'énergie, ni les importantes manifestations du début de l'année 2021 n'ont miné les fondements du système politique russe. Plusieurs raisons l'expliquent : l'état de l'économie est loin d'être aussi désastreux que ne le pensent les observateurs étrangers ; la population russe est prête à ne compter que sur elle-même pour survivre ; les manifestations dans la Russie de Vladimir Poutine ne visent pas tant à obtenir des résultats concrets qu'à exprimer son désaccord.

Les événements des deux dernières décennies montrent que les libertés politiques et économiques ne constituent pas des valeurs absolues pour les Russes. La société ne conteste pas le durcissement du régime, n'exige pas le maintien de son niveau de vie et ne s'unit pas contre la répression infligée aux militants politiques. L'impact des sanctions sur les fonctionnaires russes est pratiquement nul, car leurs activités sont de plus en plus concentrées à l'intérieur du pays et leur connexion avec le reste du monde ne cesse de se réduire.

La Russie ne doit pas être considérée comme une version « légèrement déformée » des pays occidentaux. L'élaboration d'une politique à son égard doit tenir compte de son caractère spécifique. Il convient de limiter autant que possible l'influence négative de Moscou sur les pays occidentaux et leurs alliés, et de le laisser suivre sa propre voie. Face au constat de son échec économique et technologique, la Russie pourrait alors prendre conscience de la nécessité d'un changement profond, à l'instar de l'Union soviétique en son temps.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LES FACTEURS ÉCONOMIQUES DE LA PROTESTATION.....	8
PRESSIONS EXTÉRIEURES ET MOBILISATION SOCIALE	11
LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE INTÉRIEURE ET LE POTENTIEL PROTESTATAIRE.....	19
LA RUSSIE DES ANNÉES 2020 : LE TEMPS DE LA STABILITÉ AUTORITAIRE	25

Introduction

Il y a quelques années, le régime de Vladimir Poutine apparaissait suffisamment solide pour tenir jusqu'en 2030¹. Néanmoins, la fin de l'année 2020 a suscité des espoirs au sein de l'opposition russe, plusieurs facteurs semblant œuvrer simultanément à la déstabilisation du système. La pandémie de Covid-19, qui avait débuté au printemps, a exacerbé les problèmes économiques persistants de la Russie, en réduisant la demande mondiale de pétrole et en provoquant l'effondrement des cours des ressources naturelles. En outre, la crise sanitaire a obligé les autorités russes au printemps 2020 à suivre l'exemple de la plupart des autres gouvernements de la planète en décrétant un confinement, en fermant les frontières et en imposant des restrictions drastiques aux transports et à de nombreux secteurs de l'économie. Après plusieurs années de stagnation, l'économie est alors entrée en récession². L'empoisonnement du célèbre opposant Alexeï Navalny en août 2020 a provoqué un scandale international, le Kremlin étant accusé de vouloir éliminer ses adversaires politiques en utilisant, au besoin, des armes de destruction massive. Cet événement a entraîné l'introduction de sanctions internationales susceptibles d'être renforcées ultérieurement³. En novembre, l'élection de Joe Biden a fait naître l'espoir d'un rétablissement de l'unité transatlantique et d'un durcissement de la position américaine à l'égard de la politique étrangère et intérieure de Moscou⁴ ; les déclarations du nouveau dirigeant américain et d'une partie de son entourage allaient à l'époque dans ce sens.

Le Kremlin a réagi de façon adéquate à cette évolution. D'une part, il a annoncé une série de mesures de relance. Même si celles-ci ne concernaient que les citoyens ayant des enfants, elles ont touché plus de 4,7 millions de familles, qui ont reçu un total d'environ

Traduit du russe par Boris Samkov.

1. Pour plus de détails, voir : V. Inozemtsev, I. Joutchkova, « La Russie en 2030 », *La Revue internationale et stratégique*, n° 92, hiver 2013, p. 157-165.

2. « Padenie ekonomiki Rossii iz-za pandemii stalo maksimal'nym za 11 let » [En raison de la pandémie, l'économie de la Russie a connu sa baisse la plus importante en onze ans], *RBK*, 1^{er} février 2021, www.rbc.ru.

3. A. Blinken, « Imposing Sanctions on Russia for the Poisoning and Imprisonment of Aleksey Navalny », Secrétariat d'État des États-Unis, 2 mars 2021, www.state.gov.

4. J. Marks, « The Cybersecurity 202: Biden Will Get Tougher on Russia and Boost Election Security. Here's What to Expect », *Washington Post*, 9 novembre 2020, www.washingtonpost.com.

400 milliards de roubles (soit environ cinq milliards d'euros⁵). D'autre part, il a renforcé les lois contre les « activités extrémistes », introduit une disposition permettant de reconnaître des personnes physiques (et non plus seulement des organisations) comme « agents étrangers⁶ », et annoncé qu'Alexeï Navalny, soigné en Europe, serait immédiatement arrêté s'il revenait en Russie⁷. Ce dernier avertissement n'a toutefois pas suffi à briser la détermination de l'opposant. Alexeï Navalny a atterri à Moscou le 17 janvier et été interpellé dès son arrivée, puis a été condamné à deux ans et demi de prison ; ses partisans ont alors mis en ligne un documentaire dénonçant la corruption du président Poutine, puis organisé de grandes manifestations, les 23 et 31 janvier. Les rassemblements de janvier ont attiré entre 110 000 et 160 000 personnes⁸ (soit moins que lors des manifestations d'opposition de 2017 et 2019). Le Kremlin a répondu par une vague d'arrestations massives (5 750 personnes ont été interpellées le 31 janvier, un « record » en Russie post-soviétique⁹), et la contestation s'est progressivement estompée. Les plus proches partisans d'Alexeï Navalny ont fui le pays, les organisations qu'il avait fondées ont été déclarées « extrémistes », et la Douma a adopté une loi interdisant à toute personne ayant participé à leurs activités au cours des trois dernières années de se présenter à des élections¹⁰. Par conséquent, à la veille de la campagne pour les élections législatives de septembre 2021, l'espace politique russe a été presque entièrement « nettoyé ». Les partisans d'Alexeï Navalny ont annoncé qu'ils mettaient fin aux activités de leurs organisations¹¹, « Russie ouverte ¹² » s'est dissoute et de nombreuses personnalités politiques d'opposition qui avaient annoncé leur

5. « Vladimir Putin prověl v režime videokonferencii sovešanie po social'nym voprosam » [Vladimir Poutine a tenu par vidéoconférence une réunion sur les questions sociales], Site de la présidence de la Fédération de Russie, 5 janvier 2021, <http://kremlin.ru>.

6. « Gosduma prinála zakon o priznanii fizic inostrannymi agentami » [La Douma d'État a adopté une loi sur la reconnaissance des individus comme agents étrangers], *RBK*, 23 décembre 2020, www.rbc.ru.

7. « FSIN prigrozila Naval'nomu zamenoj uslovnogo sroka na real'nyj » [Le service pénitentiaire fédéral (FSIN) menace Navalny de commuer sa peine avec sursis en peine de prison ferme], *Kommersant*, 28 décembre 2020, www.kommersant.ru.

8. « V akciâh "Svobodu Naval'nomu!" po vsej Rossii prinâli učastie minimum 110 tysâč čelovek » [Au moins 110 000 personnes ont participé aux rassemblements « Libérez Navalny ! »], *MBK-Media*, 23 janvier 2021, <https://mbk-news.appspot.com>.

9. M. Šubin, « Vtoraâ vserossijskaâ akciâ protesta "Svobodu Naval'nomu!" » [Deuxième série de manifestations « Libérez Navalny ! » partout en Russie], *OVD-Info*, 31 janvier 2021, <https://ovdinfo.org>.

10. Federal'nyj Zakon « O vnesenii izmenenij v stat'û 4 Federal'nogo zakona o vyborah deputatov Gosudarstvennoj Dumy Federal'nogo Sobraniâ Rossijskoj Federacii » [Loi fédérale « portant modification de l'article 4 de la loi fédérale sur l'élection des députés de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie »], Douma d'État de la Fédération de Russie, 18 mai 2021, <https://sozd.duma.gov.ru>.

11. « Volkov ob"âvil o rospuske štabov Naval'nogo » [Volkov a annoncé la dissolution des organisations de Navalny], *Kommersant*, 29 avril 2021, www.kommersant.ru.

12. « "Otkrytaâ Rossiâ" zaâvila o polnom prekrašenii deâtel'nosti. Èto ne začistka, uverâet Kreml' » [« Russie ouverte » annonce sa fermeture complète. Ce n'est pas une purge, assure le Kremlin], *BBC*, 27 mai 2021, www.bbc.com.

intention de se présenter aux élections de septembre (D. Goudkov, M. Reznik, K. Kharaidze) ont été arrêtées et/ou ont quitté le pays¹³. Une partie de la population est effrayée, la majorité est indifférente, et une nouvelle flambée de protestations semble exclue à court terme.

L'espoir de l'opposition d'obtenir un large soutien de l'opinion publique ne s'est pas matérialisé. Une analyse approfondie tenant compte des aspects économiques s'impose pour comprendre les causes de cet échec. En effet, de nombreux experts avaient affirmé que la « stagnation » et la baisse du niveau de vie que subissent les Russes depuis sept ans avaient rendu leur existence intolérable et entraîné un mécontentement extrêmement élevé. Or, les protestations de 2020-2021 n'ont pas eu la même ampleur qu'en 2011-2012, et surtout qu'en 1980 et 1990. Les manifestations autrement plus massives de ces époques avaient éclaté relativement spontanément, et fait émerger des figures de *leaders*. Aujourd'hui, les efforts des opposants n'ont pas suffi à transformer la vague en tsunami. L'explication réside pour une large part dans les facteurs économiques.

13. « Dmitrij Gudkov pokinul Rossiû iz-za ugovnogo presledovaniâ » [Dmitri Goudkov a quitté la Russie en raison de poursuites pénales], *Interfax*, 6 juin 2021, www.interfax.ru ; « Peterburgskij deputat Reznik zaderžan po delu o narkotikah » [Le député de Saint-Petersbourg Reznik interpellé dans une affaire de drogue], *Kommersant*, 17 juin 2021, www.kommersant.ru ; « V Moskve sotrudniki SK zaderžali municipal'nogo deputata Ketevan Haraidze » [À Moscou, des agents du Comité d'enquête ont arrêté la députée municipale Ketevan Kharaidze], OVD-Info, 18 juin 2021, <https://ovdinfo.org>.

Les facteurs économiques de la protestation

Dans la plupart des démocraties prospères, le développement économique du pays, le niveau de bien-être de ses citoyens, ainsi que les atteintes des autorités aux droits économiques de la population (augmentation des impôts, hausse des prix de certaines catégories de biens et de services, modification des conditions du départ à la retraite) ont un impact majeur sur les sentiments des électeurs. En France, par exemple, l'augmentation du prix de l'essence en 2018 et les projets de réforme des retraites en 2019 ont provoqué des grèves et incité des centaines de milliers de personnes à manifester¹⁴.

Dans l'espace post-soviétique, la dynamique est très différente : en Russie, les dernières grandes manifestations dues à des raisons économiques et ayant acquis une dimension politique remontent à 2005 (la population s'élevait alors contre la « monétisation des avantages sociaux¹⁵ »). La Fédération de Russie a connu trois dévaluations, un gel de l'épargne retraite depuis 2014, et une augmentation de l'âge de départ à la retraite en 2018¹⁶ ; or, toutes ces mesures n'ont pratiquement suscité aucune réaction. En Géorgie, en Moldavie, au Kazakhstan ou encore en Ukraine, aucun mouvement de ce type ne s'est produit (les raisons d'une telle « apathie post-soviétique » devraient faire l'objet d'une étude spécifique).

De nombreux experts avaient prédit que la baisse significative du niveau de vie (qui a commencé par l'imposition des sanctions occidentales après l'annexion de la Crimée et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la dépréciation du rouble et la fuite des investissements) galvaniserait l'électorat. Ils se fondaient sur des hypothèses erronées, dont celle d'un « consensus poutinien » basé sur « l'échange de la liberté contre le bien-être économique¹⁷ ». Selon cette logique, la population ne pourrait tolérer l'absence simultanée des deux termes de

14. Voir, par exemple : J.-Y. Dormagen, G. Pion, « "Gilets jaunes", combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, n° 2, février 2021 ; et : « Réforme des retraites : 806 000 manifestants en France selon le ministère de l'Intérieur, 1,5 million selon la CGT », *La Provence*, 5 décembre 2019, www.laprovence.com.

15. A. Papp, « Protestnoe dvizhenie protiv monetizacii l'got (II) : process politizacii » [Mouvement de protestation contre la monétisation des prestations sociales, phase II : le processus de politisation], Centre d'information et d'analyse SOVA, 15 février 2005, www.sova-center.ru.

16. G. Litvinceva, « Rossiâ : pensionnaâ reforma vyzvala vseobšee nedovol'stvo, no ne massovyie protesty » [Russie : la réforme des retraites a provoqué un mécontentement général, mais pas de manifestations de masse], *Eurasianet*, 14 septembre 2018, <https://russian.eurasianet.org>.

17. M. Siruk, L. Ševcova, « Čego ždat' ot tret'ego sroka Putina ? » [Qu'attendre du troisième mandat de Poutine ?], Centre Carnegie de Moscou, 8 mai 2012, <https://carnegie.ru>.

l'équation. En outre, les experts estimaient que la comparaison récurrente faite par Vladimir Poutine entre la relative stabilité actuelle et le chaos des années 1990 ne convaincrerait pas les jeunes, qui n'ont pas connu cette époque et pourraient donc exiger une croissance économique continue. Enfin, les observateurs envisageaient toute baisse du niveau de vie comme une perspective inacceptable pour la population, et l'augmentation de la pauvreté comme une condamnation à mort pour le régime.

Cependant, le règne de Vladimir Poutine ne semblait pas menacé pour des raisons économiques jusqu'au début des années 2020, voire jusqu'en 2024¹⁸. Désormais, on peut supposer que le régime se maintiendra dans la seconde moitié des années 2020, compte tenu de la réforme constitutionnelle rondement menée en 2020 et des nombreux événements survenus ces dernières années, qui ont rendu presque impossible un changement de pouvoir à Moscou. L'inertie politique est aussi favorisée par deux tendances de fond.

Premièrement, en dépit de la « demande de paternalisme » observée chez les Russes¹⁹, ceux-ci nourrissent peu d'attentes envers les autorités, ce qui explique que le gel de l'épargne retraite ou l'augmentation de l'âge du départ à la retraite n'aient pas provoqué de protestations. La plupart des Russes ont une planification économique de court terme, s'habituent rapidement aux changements de circonstances, et comptent principalement sur eux-mêmes. En outre, les élites politiques ont largement diffusé l'idée selon laquelle la prospérité économique des années 2000 reposait sur la hausse des cours du pétrole et non sur les choix politiques effectués ; la population a donc accueilli la fin de cette période avec une certaine résignation (d'autant plus qu'elle avait déjà connu une « mise à l'épreuve » avec la crise de 2008-2009). Enfin, la baisse du niveau de vie qui a commencé en 2014 a été progressive (de 2 à 5 % par an) et attribuée à des circonstances extérieures (comme l'avaient été les chocs de 2008-2009). Même après plusieurs années de récession, le niveau de vie reste bien plus élevé que dans les années 1990 ou la première moitié des années 2000 ; les modes de consommation se sont modernisés et le quotidien est beaucoup moins difficile. Quant aux problèmes, les autorités les attribuent (comme depuis des décennies) à la conjoncture internationale et à d'autres facteurs échappant à leur contrôle.

18. I. Joutchkova, V. Inozemtsev, « La logique non économique de Vladimir Poutine », *Politique étrangère*, vol. 80, n° 2, Ifri, juin 2015, p. 48.

19. Voir, par exemple : N. Černota, « Paternalistskaâ funkcija gosudarstva v Rossii : istoriâ i sovremennost' », [La fonction paternaliste de l'État en Russie : histoire et modernité], *Sigma*, 14 mai 2020, <https://syg.ma>.

Deuxièmement, l'économie russe est plus solide qu'il n'y paraît. Les parallèles avec l'Union soviétique ne permettent pas de comprendre la différence réelle entre les deux systèmes²⁰. L'économie de marché n'est pas sujette à des déficits ou à des crises comme celles de la fin de l'Union soviétique. Elle est bien plus flexible, et ses éventuels problèmes sont attribués à des accidents de parcours individuels plutôt qu'à des défauts systémiques. Si, en 1984, les Moscovites avaient de l'argent mais que les rayons des magasins étaient vides, ils mettaient en cause le système. En revanche, si, en 2021, de nombreux produits de toutes sortes sont disponibles, mais que beaucoup n'ont pas les moyens de les acquérir, la responsabilité est rejetée sur les individus qui « ne savent pas comment gagner de l'argent²¹ ». Les problèmes politiques – violations des droits civiques, brutalités policières, législation électorale défectueuse – peuvent tous être imputés à l'État. En revanche, les difficultés économiques seraient, pour les Russes, d'une nature différente. Puisque les autorités et la population en sont tenues responsables au moins à parts égales, ces problèmes ne peuvent devenir le principal moteur de la contestation. La destruction du mouvement syndical et l'exacerbation de l'individualisme ne sont que des causes secondaires de démobilisation.

En d'autres termes, dans la Russie contemporaine, les turbulences économiques ne peuvent pas provoquer de protestations significatives ; le gouvernement n'a pas l'obligation d'assurer la croissance économique ; la population se contente d'espérer « que la situation n'empire pas » et personne ne s'attend à une prospérité continue. De toute évidence, les autorités n'ont pas l'intention d'investir des sommes importantes pour améliorer le bien-être collectif. Elles se concentreront plus probablement sur le financement des structures de force et des organes de propagande afin de renforcer leur contrôle sur la société et de supprimer les poches de résistance. Alors que les circonstances semblaient favorables à l'opposition, il est évident qu'une transition vers un régime de la terreur est en train de s'opérer²², mais le système conservera sa stabilité à moyen terme.

20 . V. Inozemtsev, « Russie, une société libre sous contrôle autoritaire », *Le Monde diplomatique*, n° 10, octobre 2010.

21. Pour plus de détails, voir : V. Inozemcev, « Individualizm i diktatura » [Individualisme et dictature], *VTimes*, 29 décembre 2020, www.vtimes.io. À noter que cette publication a cessé d'exister en juin 2021 après avoir été classée « agent étranger » par le ministère russe de la Justice.

22. V. Inozemcev, « Štrafy i aresty na sutki pokažutsâ nam cvetočkami », [Les amendes et les arrestations pour 24 heures ne sont rien par rapport à ce que nous réserve l'avenir], *The Insider*, 28 décembre 2020, <https://theins.ru>.

Pressions extérieures et mobilisation sociale

Dans les années 2000, la Russie a bénéficié d'une conjoncture extérieure favorable. Sur la période 2000-2004, les exportations de pétrole lui ont rapporté, en moyenne, 33,5 milliards de dollars par an de plus qu'en 1999. Ce chiffre est passé à 223,6 milliards de dollars sur la période 2004-2008 et à environ 394 milliards de dollars sur la période 2001-2014²³. La chute brutale des cours en 2008-2009 a provoqué un effondrement dramatique de l'économie russe, le produit intérieur brut (PIB) se contractant de 7,9 %. Néanmoins, le gouvernement a réussi, au prix de mesures de relance représentant 13,9 % du PIB²⁴ et en puisant abondamment dans le fonds de réserve (lequel a été divisé par plus de 3,5, chutant de 142 à 40 milliards de dollars²⁵), à préserver les revenus réels de la population (en 2009, la Russie aura été le seul pays du G20 à y parvenir²⁶). La reprise économique de 2010-2011 n'a toutefois pas suffi à empêcher les « manifestations des espoirs déçus » de 2011-2012, provoquées par la discordance entre la rhétorique libérale de Dmitri Medvedev, d'une part, et la décision de Vladimir Poutine de revenir au Kremlin et la falsification des résultats des élections législatives, d'autre part. Certes, ces protestations ont inquiété les autorités. Néanmoins, de manière générale, la séquence 2008-2011 a vraisemblablement convaincu le Kremlin que l'atténuation des problèmes économiques de la population ne suffirait pas à contenir le mécontentement, et qu'inversement, les difficultés économiques ne provoqueraient pas à elles seules de révolte massive. C'est pourquoi les autorités russes ont réagi sans nervosité particulière aux problèmes économiques de ces dernières années²⁷, notamment les sanctions occidentales.

23. V. Inozemcev, « Čto sdelala neft' s Rossiej » [Ce que le pétrole a fait à la Russie], *Vedomosti*, 16 décembre 2014, p. 6-7.

24. V. P. Goreglád, « Mirovoj krizis i paradigmy gosudarstvennogo finansovogo regulirovaniâ » [La crise mondiale et les paradigmes de la régulation financière étatique], Moscou, Université d'économie Plekhanov, 2013, note p. 206.

25. « Montant du fonds de réserve », ministère des Finances de la Fédération de Russie, 16 janvier 2018, <https://minfin.gov.ru>.

26. « Real'nye dohody naseleniâ RF v 2009 godu vyrosli na 0,7-1,0% – Putin » [Poutine : les revenus réels de la population de la Fédération de Russie ont augmenté de 0,7-1,0 % en 2009], *RIA Novosti*, 30 décembre 2009, <https://ria.ru>.

27. V. Inozemtsev, « Putin denkt überhaupt nicht über Wirtschaft nach » [Poutine ne se préoccupe absolument pas de l'économie], *Wiener Zeitung*, 15-16 novembre 2014, p. 4 ; et V. Inozemtsev, « Putin Doesn't Care About Economic Growth », Project Syndicate, 27 juin 2019, www.project-syndicate.org.

Cette approche ne semble pourtant pas comprise par les dirigeants politiques américains et européens, qui ont l'habitude d'utiliser les sanctions économiques comme instrument de pression politique. En réponse à l'agression de la Russie contre l'Ukraine et au soutien apporté par des militaires russes aux séparatistes dans le Donbass²⁸, les pays occidentaux ont imposé des sanctions financières et sectorielles visant certains domaines de l'économie russe (principalement la défense et la finance), certains territoires (Crimée occupée et zones de production pétrolière *offshore*), ainsi que des projets et entreprises associés d'une quelconque manière aux actions agressives du Kremlin. En outre, plus de 720 personnalités russes, principalement des fonctionnaires et des hommes d'affaires, ont fait l'objet de sanctions²⁹. Ces mesures restrictives coûteraient à l'économie russe entre 1,5 et 2 points de PIB par an³⁰. D'après les estimations maximales, le coût total aurait atteint 100 milliards de dollars depuis l'introduction des premières sanctions³¹. Pourtant, en Russie même, l'effet des restrictions semble relativement insignifiant. Plusieurs raisons l'expliquent.

Premièrement, les sanctions n'ont pas affecté les principaux secteurs de l'économie russe. Elles n'ont pas entraîné de fermeture de sites de production d'importance critique, d'augmentation du chômage ou d'autres conséquences économiques graves. Deuxièmement, le phénomène le plus éprouvant pour la population – la baisse significative du taux de change du rouble en 2015-2016 – doit moins aux sanctions qu'à la forte baisse des prix du pétrole et n'a pas provoqué de mécontentement significatif dans la société. En effet, cette baisse a été perçue comme un phénomène indépendant de l'action des autorités. Troisièmement, les sanctions ont surtout nui aux perspectives à long terme de la modernisation de la Russie, qui ne préoccupent aujourd'hui ni les autorités ni la population, car elles n'ont pas eu d'impact significatif immédiat sur la situation économique (cela vaut également pour les « contre-sanctions » alimentaires, dont beaucoup de Russes pensent encore qu'elles ont été introduites par l'Occident, et qui ont provoqué peu de réactions en dehors des mégapoles). En définitive, l'effet des sanctions semble désormais épuisé. Comment l'Occident peut-il sortir de cette impasse et maintenir la pression sur le régime russe ?

28. V. Inozemtsev, « Poetin is gewoon een tweede Gaddafi » [Poutine s'est transformé en un nouveau Khadafi], *NRC Handelsblad*, 21 juillet 2014, p. 10-11.

29. A. Eineman, « Sanctions by the Numbers: The Geographic Distribution of U.S. Sanctions », Center for a New American Security, 15 juin 2020, www.cnas.org.

30. D. Fried, A. Karatnycky, « A New Sanctions Strategy to Contain Putin's Russia », *Foreign Policy*, 4 mai 2021, <https://foreignpolicy.com>.

31. I. Nikolaev, « Kakova nastoâsaâ cena sankcij dlâ Rossii » [Quel est le vrai coût des sanctions pour la Russie], *Open Media*, 25 juin 2019, <https://openmedia.io>.

D'une part, les options des pays occidentaux sont limitées. Une récente résolution du Parlement européen évoque la possibilité de déconnecter la Russie du système mondial de paiements SWIFT et d'imposer un embargo sur toute importation d'énergie en provenance de Russie³² ; les États-Unis, quant à eux, n'excluent pas une interdiction totale des transactions sur les titres de créance russes³³. Toutes ces mesures sont envisagées depuis longtemps, mais elles sont soit presque impossibles à mettre en œuvre (refus d'acheter des hydrocarbures) soit supportables pour l'économie russe (restrictions des transactions financières). Les pays européens ne veulent et ne peuvent cesser d'importer du pétrole et du gaz de Russie. En particulier, la position de Berlin dans ce domaine reflète les intérêts des entreprises allemandes, qui voudraient faire du pays le principal *hub* de distribution de gaz en Europe³⁴. Il est possible de remplacer les approvisionnements en pétrole et en gaz russes : le niveau actuel de la demande de pétrole permet d'augmenter fortement la production dans le golfe Persique et aux États-Unis, et l'Union européenne (UE) dispose d'infrastructures de regazéification suffisantes pour combler ses besoins par l'importation de gaz naturel liquéfié (GNL). Cela entraînerait toutefois une hausse des prix à laquelle les économies occidentales ne sont actuellement pas prêtes. En outre, les embargos pétroliers qui ont été imposés par le passé, par exemple à l'Irak, ont été décidés par le Conseil de sécurité des Nations unies³⁵ – ce qui, dans le cas de la Russie, est inconcevable. La probabilité que l'UE parvienne à un consensus dans ce domaine est également faible, car certains pays d'Europe centrale importent la totalité de leur gaz depuis la Russie³⁶. En outre, toutes ces mesures sont brandies pour dissuader la Russie de lancer une attaque massive contre l'Ukraine, une perspective inenvisageable pour la plupart des observateurs (même si tous ne partagent pas ce point de vue³⁷). Quant aux sanctions financières, il convient de souligner que la dette publique de la Russie est peu élevée aujourd'hui, et que les banques russes ont suffisamment de moyens pour racheter toutes les euro-obligations et les obligations de l'emprunt fédéral. Le ministère des Finances, qui a annoncé l'élargissement de son programme d'emprunt sur la période 2021-

32. « European Parliament Resolution on Russia, the Case of Alexei Navalny, the Military Build-up on Ukraine's Border and Russian Attacks in the Czech Republic No. 2021/2642(RSP) », Parlement européen, 28 avril 2021. www.europarl.europa.eu.

33. A. Blinken, « Nord Stream 2 and Potential Sanctionable Activity », Secrétariat d'État des États-Unis, 18 mars 2021, www.state.gov.

34. K. Westphal, « Nord Stream 2 – Germany's Dilemma », Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), avril 2021, www.swp-berlin.org.

35. « The UN Embargo and Oil-for-Food Program », *Encyclopedia Britannica*, non daté, www.britannica.com.

36. V. Inozemtsev, « Can Europe Survive Without Russia's Natural Gas? », The German Marshall Fund of the United States, Policy Brief, Vol. 2, n° 2, mars 2015.

37. A. Illarionov, « Putin Was Not Ready to Launch a War in the Spring », *Live Journal*, 1^{er} mai 2021, <https://aillarionov.livejournal.com>.

2023³⁸, peut sans difficulté émettre de nouvelles obligations auprès des investisseurs russes, car même en cas de pénurie de leurs propres fonds disponibles, les banques se refinanceront facilement auprès de la Banque centrale de Russie. En conséquence, le budget fédéral se paiera en quelque sorte lui-même les intérêts relatifs à ces prêts, puisque 75 % des bénéfices de la Banque centrale sont transférés au budget de l'État à la fin de chaque exercice³⁹. De leur côté, les investisseurs occidentaux perdront des milliards de dollars s'ils sont contraints de revendre précipitamment leurs titres russes. On peut donc supposer que les pays occidentaux n'oseront pas imposer de nouvelles sanctions financières⁴⁰ (en témoignent les résultats des récents entretiens entre Joe Biden et Vladimir Poutine à Genève, qui ont entériné la situation actuelle sans limitation dans le temps⁴¹). En tout état de cause, de telles sanctions ne porteraient pas un coup sérieux à l'économie russe.

Les autorités russes se préparent cependant à atténuer l'impact d'éventuelles restrictions en mettant en place un système parallèle de transactions bancaires, en augmentant les fonds souverains et en retirant leurs actifs des instruments libellés en dollars. Même si elles étaient mises en œuvre avec la plus grande détermination, les sanctions occidentales ne seraient pas ressenties par la population russe avant des années, à supposer qu'elles aient un impact.

Par ailleurs, il est souvent question de prendre des sanctions contre les oligarques russes, considérés comme les détenteurs de la « caisse noire » de Vladimir Poutine et comme les garants de ses intérêts financiers. Les précédents en la matière sont rares, mais instructifs : après l'imposition de sanctions à l'encontre de l'oligarque Oleg Deripaska et de sa société Rusal, la capitalisation de cette dernière est tombée de 27,5 milliards de dollars à seulement 4,2 milliards de dollars⁴², et plusieurs autres de ses entreprises, notamment le conglomérat automobile GAZ, ont été confrontées à de graves difficultés financières et ont même été contraintes d'arrêter leurs activités. Aujourd'hui, les appels à cibler les oligarques émanent à la fois d'hommes politiques occidentaux et de figures de l'opposition russe : les partisans d'Alexeï Navalny ont récemment adressé une lettre à

38. A. Siluanov, « Rastratit' FNB za dva goda bylo by nepravil'no » [Ce serait une erreur de dilapider le Fonds souverain de la Russie en deux ans], *Vedomosti*, 6 mai 2020, www.vedomosti.ru.

39. Federal'nyj zakon ot 10.07.2002 n° 86-FZ (red. 20.04.2021) « O Central'nom banke Rossijskoj Federacii (Banke Rossii) » [Loi fédérale n° 86-FZ du 10.07.2002 (version du 20.04.2021) « Sur la Banque centrale de la Fédération de Russie (Banque de Russie) »], art. 26, Base de données Consultant Plus, non daté, www.consultant.ru.

40. V. Inozemcev, « Fizika sankcij » [La physique des sanctions], *Riddle*, 17 mars 2021, www.ridl.io.

41. V. Inozemcev, « Putin snova priznan rukopožatnym » [Poutine est redevenu respectable], *Spektr*, 17 juin 2021, <https://spektr.press>.

42. Calculé sur la base de la capitalisation actuelle d'UC Rusal à la Bourse de Hong Kong : <https://finance.yahoo.com>.

Joe Biden dans cet objectif⁴³, et un certain nombre d'organisations d'émigrés incluent de nombreux hommes d'affaires dans leurs « listes noires du système Poutine⁴⁴ ».

De telles mesures pourraient se révéler contre-productives, car elles affecteraient précisément les hommes d'affaires qui, depuis des années, s'efforcent de sortir leurs capitaux de l'« économie grise » pour bénéficier légalement de leurs actifs en Russie et à l'étranger. Plus important encore, la plupart d'entre eux ont certes fait fortune dans la « Russie de Poutine », mais rarement en capitalisant sur leurs relations politiques (une quinzaine d'individus au maximum étaient dans ce cas sur les 123 milliardaires du dernier classement de *Forbes*⁴⁵). En outre, il convient de noter qu'avant même l'invasion de l'Ukraine, Vladimir Poutine avait lancé un programme de « nationalisation des élites » destiné à inciter les fonctionnaires et les hommes d'affaires proches du pouvoir à réduire leur dépendance à l'égard des actifs occidentaux et à légaliser leurs possessions à l'étranger⁴⁶.

Cette politique a été couronnée de succès : une part croissante des revenus provenant de la corruption est désormais investie dans le pays, et les anciens fonctionnaires n'achètent plus de châteaux en France ou de yachts de haute mer, mais des chaînes de magasins, des complexes de bureaux, des usines et des restaurants en Russie. La différence entre l'élite poutinienne actuelle et celle d'il y a quelques années est illustrée par l'exemple de deux récents ministres de l'Agriculture : Elena Skrynnik, qui a détenu ce portefeuille de 2009 à 2012, a vu la justice suisse bloquer 60 millions de francs suisses qu'elle conservait sur un compte bancaire à Zurich⁴⁷ ; tandis qu'Alexandre Tkatchev, qui a occupé ce poste de 2015 à 2018, a quitté ses fonctions avec plus de 650 000 hectares de terres dans la région de Krasnodar, dont la valeur est évaluée à un milliard de dollars⁴⁸. Actuellement, la plupart des bureaucrates, des patrons d'entreprises publiques et des hommes d'affaires au service de l'élite politique fédérale comme régionale cherchent à distendre, voire à rompre leurs liens avec l'Occident. La demande de roubles en espèces, qui augmente rapidement, est une

43. A. Hess, « Russian Anti-Corruption Group Founded by Navalny Calls for Biden to Sanction Putin Allies in Letter », *CNBC*, 30 janvier 2021, www.cnb.com.

44. « Proekt "Spisok Putina" » [Projet « la liste de Poutine »], Forum svobodnoj Rossii, non daté, www.forumfreerussia.org.

45. « 200 bogatejših biznesmenov Rossii-2021 » [Les 200 hommes d'affaires les plus riches de Russie en 2021], *Forbes Russia*, 2021, www.forbes.ru.

46. N. Ivanickaâ, K. Dokukina et I. Malkova, « Nacionalizaciâ èlity : kak Kreml' zastavlâ činovnikov rodinu lûbit' » [La nationalisation de l'élite : comment le Kremlin s'y prend pour rendre les fonctionnaires patriotes], *Forbes Russia*, 17 avril 2013, www.forbes.ru.

47. S. Roque, « Swiss Authorities Freeze Accounts of Ex-Russian Minister of Agriculture », Organized Crime and Corruption Reporting Project, 28 octobre 2015, www.occrp.org.

48. « Agrokompleks imeni Tkačeva vozglavlil rejting krupnejših zemlevladel'cev Rossii » [Le complexe agricole Tkatchev en tête du classement des plus grands propriétaires fonciers de Russie], *Kommersant*, 18 juin 2019, www.kommersant.ru.

confirmation indirecte de ce phénomène (ces dernières années, la Banque centrale de Russie a augmenté la quantité d'espèces en circulation de 5 200 milliards de roubles, soit 5 % du PIB⁴⁹, alors même que le revenu réel des citoyens stagne et que la part des paiements non monétaires s'accroît⁵⁰). En d'autres termes, les sanctions contre les oligarques frapperont les représentants du secteur privé russe qui sont les plus critiques à l'égard du régime actuel, et leur effet sera inverse à celui recherché : la valeur des actifs des « oligarques » visés par les sanctions chutera de manière spectaculaire et leurs entreprises seront rapidement rachetées par l'État ou par des fonctionnaires corrompus qui sont engagés depuis longtemps dans le monde des affaires. Si ces sanctions touchent des personnalités véritablement proches de Vladimir Poutine, comme cela s'est déjà produit dans le passé (pour Arkadi Rotenberg et Guennadi Timtchenko), leurs pertes seront compensées par le gouvernement. En effet, la Russie a déjà adopté des lois prévoyant que les hommes d'affaires russes puissent être indemnisés sur fonds budgétaires pour les dommages subis du fait de mesures prises par des gouvernements étrangers⁵¹. Enfin, il convient de rappeler que les entreprises n'ont pas « droit à la parole » dans la Russie actuelle, et que les grands hommes d'affaires ne sont pas en mesure d'influencer le Kremlin. Les mesures visant les actifs que les oligarques russes détiennent encore à l'étranger semblent logiques, mais elles sont plus susceptibles de profiter à Vladimir Poutine que de nuire à ses intérêts⁵².

La question principale demeure : des pressions extérieures exercées sur la Russie peuvent-elles accroître la désillusion à l'égard du régime en place et favoriser un soutien durable au mouvement de protestation ? Un tel scénario est peu probable, pour plusieurs raisons.

La première, et la plus importante, est que le renforcement des sanctions permettra à Vladimir Poutine d'attribuer tous les problèmes économiques du pays à la pression occidentale. Son entourage et lui-même, qui sont les véritables responsables des difficultés actuelles (le ralentissement de l'économie russe a commencé avant la crise en Ukraine et est causé par la politique restrictive du gouvernement bien

49. Naličnoe denezhnoe obrašenie [Argent liquide en circulation], Banque centrale de Russie, non daté, www.cbr.ru.

50. « Dolâ beznaličnyh platežej v Rossii dostigla 70 % » [La part des paiements non monétaires en Russie a atteint 70 %], *Vedomosti*, 12 février 2021, www.vedomosti.ru.

51. Federal'nyj zakon n° 58-FZ ot 3 aprèlâ 2017 g. « O vnesenii izmenenij v glavu 23 časti vtoroj Nalogovogo kodeksa Rossijskoj Federacii » [Loi fédérale n° 58-FZ du 3 avril 2017 « Concernant l'introduction de modifications au chapitre 23 de la deuxième partie du Code fiscal de la Fédération de Russie »], *Rossijskaïa Gazeta*, 5 avril 2017, <https://rg.ru>; pour plus de détails, voir : « Geroj našego bremeni » [Un héros de notre fardeau], *Kommersant*, 14 mars 2017, p. 1.

52. V. Inozemcev, « Vozmožnaâ ošibka sankcionnoj politiki » [Une possible erreur de la politique de sanctions], *Neprikosnïvennyï zapas*, 2020, n° 4 (à paraître).

plus que par des facteurs externes⁵³), pourront ainsi échapper à toute critique sur ce plan.

La deuxième tient à l'impact très limité des sanctions sur l'économie réelle : pour que leurs effets soient perceptibles, il faudrait un embargo complet sur les importations d'énergie en provenance de Russie. Même si un tel scénario venait à se réaliser, les autorités disposent de réserves financières et de méthodes d'organisation leur permettant de niveler l'effet de cette mesure pendant deux à quatre ans. Or, durant une période aussi longue, de nombreux événements majeurs peuvent se produire sur la scène internationale et changer la donne.

La troisième raison réside dans le rapatriement en Russie, par les représentants des principaux groupes d'influence, des actifs qu'ils détenaient auparavant à l'étranger. Par conséquent, un durcissement des sanctions individuelles les concernerait peu ; l'impact serait en revanche important pour les hommes d'affaires que les responsables actuels qualifient de « businessmen des années 1990 » et jugent politiquement peu fiables. De telles sanctions n'entraîneraient pas de mobilisation des « alliés » de l'Occident à l'intérieur de la Russie.

De fait, les sanctions ne peuvent pas influencer efficacement la politique russe : elles ne peuvent pas être d'une ampleur suffisante pour affecter réellement l'élite du pays, et elles se fondent sur la croyance erronée qu'une réduction mineure du niveau de vie de la population suffira à donner une impulsion décisive au mouvement de protestation.

Il y a plusieurs années, lors d'une intervention devant la Société allemande de politique étrangère, l'auteur de ces lignes affirmait qu'il était impossible de changer la Russie de Poutine et qu'on ne pouvait que lui « survivre ⁵⁴ ». Dans les années 2020, la tendance à la décarbonisation de l'économie se dessine activement dans le monde développé, ce qui constitue pour le système russe actuel une menace bien plus grande que toute sanction. L'Occident devrait suivre cette voie, en réduisant sa dépendance aux hydrocarbures et en tenant compte du fait que la Russie est incapable de s'affranchir de sa dépendance au pétrole, même en se modernisant. Il serait plus rationnel de ne pas intensifier la confrontation, mais de poursuivre dans une voie qui à long terme mettra inévitablement sous pression le système russe. La combinaison d'un réchauffement des relations politiques et d'un développement économique « vert » en Occident est bien plus dangereuse pour Moscou qu'une escalade de la

53. I. Joutchkova, V. Inozemtsev, « La logique non économique de Vladimir Poutine », *op. cit.*, p. 42.

54. V. Inozemtsev, « Russia of the 2010s: How to Live with It and How to Outlive It », German Council on Foreign Relations, 4 juin 2015, <https://dgap.org>.

confrontation. L'expérience des années 1980 le confirme : l'Union soviétique, qui avait relativement bien résisté à la guerre froide, a commencé à s'effondrer du fait de la détente. De même, il vaut mieux miser sur la fin naturelle de la « Russie poutinienne » qu'espérer la changer.

La politique économique intérieure et le potentiel protestataire

Les protestations des années 2020-2021 sont porteuses d'autres enseignements importants. Le message qu'Alexeï Navalny cherche à diffuser dans la population russe depuis le début des années 2010, désignant Russie unie comme « le parti des voleurs et des escrocs⁵⁵ » et faisant de la corruption l'enjeu principal de la mobilisation sociale, n'a pas été entendu. Les Russes ont, certes, manifesté de l'intérêt pour les enquêtes du Fonds de lutte contre la corruption (FBK). Plus de 43 millions de personnes ont regardé le documentaire sur Dmitri Medvedev « Ne l'appellez pas Dimon » depuis sa mise en ligne en 2017, et plus de 116 millions⁵⁶ ont vu celui sur le « Palais de Poutine », mis en ligne en janvier 2021. Pourtant, les manifestations de 2017 comme celles de 2021 n'ont rassemblé qu'entre 120 000 et 160 000 personnes sur l'ensemble du pays⁵⁷. L'intérêt porté au thème de la corruption ne conduit donc pas à un rejet du système, de même que le mécontentement ne se traduit pas mécaniquement par des protestations actives. Les Russes semblent s'être habitués au fait que le pays est désormais la propriété de la bureaucratie au pouvoir⁵⁸ et ils ne voient aucun moyen de faire évoluer cette situation. Dès lors, les problèmes économiques et les difficultés financières peuvent renforcer l'indignation que suscitent chez eux d'autres types d'injustices (élections volées, violences policières, problèmes environnementaux), mais ne suffiront pas à générer une vague de protestation. La dissolution du FBK signifie que les autorités s'appêtent à exclure la question même de la corruption du champ politique, malgré la détermination affichée par l'opposition.

55. « Aleksej Naval'nyj v programme "Suhoj ostatok" » [Alexeï Navalny dans l'émission « Soukhoï Ostatok »], *Radio Finam FM via Youtube*, 2 février 2011, www.youtube.com.

56. « Ne l'appellez pas Dimon », Wikipédia, <https://fr.wikipedia.org> ; « Un palais pour Poutine : l'histoire du plus gros pot-de-vin », Wikipédia, <https://fr.wikipedia.org>.

57. Pour 2017, voir : « 12 iúnâ na ulicy vyšlo bol'she lûdej, čem 26 marta » [Plus de personnes sont descendues dans la rue le 12 juin que le 26 mars], *Meduza*, 13 juin 2017, <https://meduza.io> ; pour 2021 : « V akciâh "Svobodu Naval'nomu !" po vsej Rossii prinâli učastie minimum 110 tysâč čelovek » [Sur l'ensemble de la Russie, au moins 110 000 personnes ont participé aux manifestations « Liberté pour Navalny »], *MBK-Media*, 23 janvier 2021, <https://mbk-news.appspot.com>.

58. Voir, par exemple : V. Inozemcev, « Rassvet i zakat kommerčeskogo gosudarstva » [L'apogée et le crépuscule de l'État commercial], *Riddle Russia*, 11 mai 2021, www.ridl.io ; et V. Inozemcev, *Kommerčeskoe gosudarstvo : novaâ real'nost' novogo stoletîâ* [L'État commercial : la nouvelle réalité du nouveau siècle], Moscou, Alpina Publishers, 2021.

Il existe, en outre, au moins cinq autres facteurs qui expliquent que les difficultés économiques ne se traduisent pas par des protestations massives en Russie.

Premièrement, l'économie russe semble aujourd'hui suffisamment solide pour éviter un effondrement brutal. Contrairement aux pays développés, la Russie se concentre sur les industries de première nécessité ; or, la demande intérieure de ces produits ne peut pas chuter de manière significative (aujourd'hui, plus de 43 % des dépenses de la population sont consacrées à l'alimentation et aux biens ménagers⁵⁹, et cette consommation devrait rester stable). L'État, de son côté, continue de créer une demande de biens d'investissement, de charger de commandes le secteur de la défense et de stimuler la construction résidentielle, industrielle et celle d'infrastructures. Les secteurs qui, dans les pays occidentaux, se sont montrés les plus sensibles aux crises – les services, l'hôtellerie et la restauration, les transports – représentent en Russie une part relativement faible du PIB et sont moins développés ; dès lors, leur affaiblissement n'aurait pas d'effet aussi spectaculaire que dans les économies prospères. Précisément pour cette raison, la Russie a été bien moins éprouvée par les crises de 2015-2016 et de 2020 que par celle de 2008-2009. L'économie a cessé de croître et a commencé, selon l'expression en usage à Moscou, à se « concentrer » : une croissance annuelle élevée est désormais presque inenvisageable (même si le Kremlin continue d'afficher cet objectif), mais un effondrement brutal est également très improbable⁶⁰. Or, pour que la société s'alarme de la situation et exige des actions extraordinaires, le niveau de vie doit s'effondrer au moins de 20 à 30 % par rapport au niveau actuel et s'accompagner de graves problèmes dans des secteurs ou dans des territoires donnés – ce qui ne devrait pas se produire dans les années à venir.

Deuxièmement, et ce point est très important, les mouvements de protestation émergent toujours en réaction à la déception, au décalage entre les attentes et la réalité. C'était le cas lorsque, peu de temps avant la chute de l'Union soviétique, les Russes ont massivement manifesté contre la tentative de putsch organisée par le « Comité d'État pour l'état d'urgence ». Cela s'est également observé lors des soulèvements en Ukraine, en 2004 (quand les résultats des élections avaient été truqués) et en 2013 (quand l'Accord d'association prévu de longue date avec l'UE avait été abandonné). Ce sentiment explique aussi l'ampleur

59. « Rashody rossiân na tovary pervoj neobhodimosti i produkty počti ne izmenilis' za god » [Les dépenses des Russes pour les biens et produits de base sont restées pratiquement inchangées au cours de l'année], *Nakanune*, 27 février 2021, www.nakanune.ru.

60. V. Inozemtsev, « Russian Economy in the 2020s: A Cheerless Future », *Aspen Review Central Europe*, 2020, n° 2, p. 82-93 et V. Inozemtsev, « The Russian Economy: No Crash, No Progress... », *The Middle East Media Research Institute*, 26 avril 2021, www.memri.org.

de la mobilisation en Russie en 2011, lorsqu'après plusieurs années de promesses de démocratie et de modernisation, le pouvoir a annoncé le retour de Vladimir Poutine au Kremlin et fermé la porte de la Douma d'État à l'opposition libérale. Enfin, c'est ce qui s'est produit au Bélarus lors de l'élection de 2020, quand l'espoir d'une victoire de l'opposition au régime ne s'est pas matérialisé. Actuellement, sur le plan économique, les Russes n'entretiennent pas d'espoirs susceptibles d'être déçus. En 2009, les autorités ont réagi intelligemment en soutenant le niveau de vie de la population : après une décennie de croissance régulière, une baisse du niveau de vie, même de seulement 10 à 15 %, aurait été plus éprouvante que quelques nouvelles années de stagnation. La société est habituée à la stagnation, et l'état d'esprit dominant se reflète dans la formule « pourvu que cela n'empire pas ». La spécificité de la Russie contemporaine réside dans le fait que le gouvernement n'a pas besoin d'apporter de preuves de ses succès pour rester populaire. Cette réalité (qui se manifeste le plus nettement dans la sphère économique) ne semble être prise en compte ni par l'opposition russe, ni par les experts occidentaux.

Un troisième phénomène très important semble sous-estimé : le sentiment largement partagé que les problèmes économiques frappent tous les Russes. En effet, la population estime que des changements économiques tels que la chute du rouble, l'inflation ou la baisse de la croissance ont un impact relativement similaire sur tous les individus. Même si les économistes et les sociologues ont prouvé depuis longtemps que l'inflation, pour ne prendre qu'elle, affecte surtout les revenus des catégories les plus pauvres⁶¹, la société ne le ressent pas ainsi. Dans les années 1990 et 2000, les protestations économiques étaient clairement sectorielles (on pense, par exemple, à celles des mineurs) ou territoriales (comme dans le cas des mono-villes ou des zones de concentration des industries de la défense). Aujourd'hui, on constate tout au plus un développement inégal dans le cadre de la théorie des « quatre Russie⁶² », et les protestations ont des causes strictement locales. En outre, les autorités ont appris à ne pas susciter le mécontentement de certains groupes particulièrement défavorisés : ainsi, l'augmentation de l'âge du départ à la retraite (en 2018) a provoqué moins de remous que la suppression des avantages sociaux des retraités (en 2005), parce qu'elle ne concernait qu'une couche

61. A. Bogomolova, « Inflâciâ v Rossii : "krasnââ trâpka" dlâ bednyh » [L'inflation en Russie : un « chiffon rouge » pour les pauvres], *Gazeta.ru*, 30 septembre 2018, www.gazeta.ru.

62. N. Zubarevič, « Četyre Rossii » [Les quatre Russie], *Vedomosti*, 30 décembre 2011, p. 6-7. Selon le découpage de cette géographe et économiste, la première Russie est celle des grandes agglomérations comme Moscou et Saint-Pétersbourg, qui a connu une modernisation postsoviétique relativement rapide ; la deuxième est celle des centres industriels, des villes moyennes, encore marqués par l'époque soviétique ; la troisième est la Russie agricole ; la quatrième Russie est la plus pauvre et comprend principalement les régions ethniques où les Russes sont minoritaires.

étroite de personnes âgées de 55 à 60 ans, dont le départ à la retraite a été reporté de peu. Dans le même temps, le gouvernement a augmenté les allocations familiales destinées aux familles aux revenus modestes (pour montrer que l'État continuait à prendre soin des enfants, à défaut de se préoccuper des pauvres) et a annoncé une hausse (purement symbolique) du taux d'imposition des Russes les plus aisés. Le Kremlin comprend que seule l'apparition d'un « point de consolidation » peut susciter une explosion de mécontentement, et il s'efforce de l'éviter.

Un quatrième facteur essentiel est la situation des entreprises. Contrairement à une opinion répandue parmi les experts occidentaux, le secteur privé russe reste viable. Le secteur des services ne s'est pas effondré, alors même que les prix n'augmentent plus, voire baissent (ce qui est constaté dans l'hôtellerie et la restauration, dans le domaine d'Internet et des communications ou, encore, par exemple, dans le cas des taxis). Jusqu'en 2008-2011, l'économie russe s'est développée dans un contexte marqué par l'augmentation constante des coûts, ce qui se répercutait sur le prix des biens et des services⁶³. Aujourd'hui, la donne a changé. On assiste par conséquent à une augmentation significative de la concurrence et à une optimisation des formes de gestion économique. Certes, environ 950 000 petites et moyennes entreprises ont déposé le bilan au cours de l'année 2020⁶⁴, mais sur la même période, plus de 1,5 million d'auto-entrepreneurs ont fait leur apparition. Dans les faits, les petits entrepreneurs peuvent désormais gérer une activité sans créer d'entité juridique, ce qui leur permet de payer près de deux fois moins d'impôts qu'auparavant⁶⁵. Même si les diplômés d'universités prestigieuses aspirent souvent à trouver un emploi dans des entreprises publiques ou à devenir fonctionnaires, le secteur privé emploie tout de même plusieurs millions de personnes et offre la possibilité d'échapper aux problèmes de la vie politique et sociale (au cours des cinq dernières années, de nombreuses personnes ont choisi de quitter le pays en raison du danger croissant que représentent les activités politiques ou culturelles, beaucoup ont été persécutées pour leurs convictions, mais rares sont les entrepreneurs russes qui ont été contraints de fermer leur société, qui ont fait faillite ou qui ont fait l'objet d'un « raid »). Le milieu des affaires, dès lors qu'il ne se mêle pas de politique, reste un espace de relative liberté qui a plutôt tendance à atténuer les tensions politiques.

Cinquièmement, l'État déploie beaucoup d'efforts pour maintenir un niveau de vie relativement acceptable pour la population. La part des retraites et des diverses allocations sociales représente désormais

63. V. Inozemcev, « Izderžavšaâsâ strana » [Un pays dépassé], *Vedomosti*, 31 mai 2010, p. 6.

64. L. Matuševskaâ, « Skol'ko IP zakrylos' v Rossii » [Combien d'entreprises individuelles ont fermé en Russie ?] *Moneymakerfactory*, 7 avril 2021, <https://moneymakerfactory.ru>.

65. « Količestvo samozanâtyh v Rossii dostiglo 1,7 mln čelovek » [Le nombre de travailleurs indépendants en Russie a atteint 1,7 million], *Izvestia*, 10 février 2021, <https://iz.ru>.

21 % du revenu de la population : ce ratio n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de l'URSS⁶⁶. Malgré les difficultés économiques, les réserves de l'État n'ont pas baissé et le budget fédéral redeviendra probablement excédentaire en 2021 grâce à l'augmentation des recettes pétrolières et gazières (actuellement, le prix moyen du pétrole approche des 70 dollars le baril, alors que le budget avait été élaboré en se fondant sur un prix de 45,3 dollars le baril⁶⁷ ; et les cours des matières premières devraient continuer à croître du fait de la reprise économique mondiale consécutive à la crise du Covid-19). Le Kremlin dispose donc d'une importante marge de manœuvre dans le cas où la crise économique s'aggraverait et où les revenus commenceraient à baisser. Par ailleurs, dans le contexte de cette pandémie, le Kremlin a pris une mesure qu'aucun gouvernement occidental ne pouvait se permettre : en décidant de ne pas ordonner de confinements durables, les autorités russes ont laissé s'envoler les taux de mortalité dus au Covid-19 (entre le 1^{er} avril 2020 et le 31 mars 2021, la Russie a enregistré plus de 500 000 décès, soit 27,5 % de plus que sur la même période un an plus tôt⁶⁸). Ce prix terrible a été payé en contrepartie d'une relative stabilité économique, sans pour autant générer de défiance au sein de la population. Le rythme de la reprise au début de l'année 2021 ne donne aucune raison de douter que l'économie russe retrouvera son niveau précédent la crise dans un délai relativement court. En revanche, le pays ne devrait pas connaître de croissance durable par la suite.

La dynamique économique récente confirme la thèse défendue précédemment quant à l'impossibilité d'une véritable modernisation⁶⁹. Celle-ci pourrait même s'avérer inutile. De toute évidence, les plus virulents promoteurs de la modernisation sous la présidence Medvedev, au tournant des années 2010, surjouaient leur détermination à la mettre en œuvre⁷⁰. L'expérience de nombreux pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine montre qu'un processus de modernisation peut être lancé pratiquement à tout niveau de développement économique dès que la société l'envisage

66. A. Komrakov, « Padaúšie dohody hotât podnimat' arifmetičeskimi priēmami » [Les autorités veulent relever les revenus par des méthodes arithmétiques], *Nezavisimaâ gazeta*, 4 mai 2021, www.ng.ru.

67. « Gosduma prinâla zakon o federal'nom bûdžete na 2021-2023 gody » [La Douma d'État a adopté une loi sur le budget fédéral pour 2021-2023], *Interfax*, 26 novembre 2020, www.interfax.ru.

68. I. Teren'tiev, « Izbytočnaâ smertnost' v Rossii za vremâ pandemii koronavirusa prevysila 500 000 čelovek » [La pandémie de coronavirus a provoqué plus de 500 000 décès excédentaires en Russie], *Open Media*, 28 avril 2021, <https://openmedia.io>.

69. V. Inozemtsev, « Ist Russland Modernisierbar ? » [La Russie peut-elle être modernisée ?], *Transit*, n° 42, 2012, p. 78-92 ; et V. Inozemtsev, « La modernisation de l'économie russe : les causes de l'échec », *Russie.Nei.Visions*, n° 96, Ifri, septembre 2016, www.ifri.org.

70. Voir, par exemple : I. E. Diskin, « Modernizaciâ i graždanskoe obšestvo » [La modernisation et la société civile], *Haut collège d'économie*, 22 juin 2010, www.hse.ru.

majoritairement comme une nécessité absolue⁷¹. Or, ce ressenti n'était pas répandu en Russie à la fin des années 2000 et ne l'est toujours pas aujourd'hui. En outre, à la fin des années 2000, la mise en œuvre d'un programme de modernisation pouvait sembler vitale car, après une période de croissance rapide, le pays s'était retrouvé pour la première fois et depuis longtemps confronté à une crise grave. Aujourd'hui, après sept ans de stagnation, le besoin de développement ne se fait pas du tout sentir. Il faut malheureusement admettre que l'une des plus importantes sources de mécontentement populaire, souvent à l'origine des protestations de grande intensité dans de nombreux pays, ne joue pas et ne jouera pas un rôle significatif en Russie. Cette tendance pourrait faire basculer l'ensemble du débat sur l'avenir du pays dans une dimension exclusivement politique, et transformer l'opposition russe en un groupe de dissidents, avec toutes les conséquences qui en découlent.

71. V. Inozemcev, « Nišeta modernizacii. Počemu Rossiâ propuskaet odnu tehnologičeskuû volnu za drugoj » [Pauvreté de la modernisation. Pourquoi la Russie laisse passer une vague technologique après l'autre], *Forbes Russia*, 11 avril 2017, www.forbes.ru.

La Russie des années 2020 : le temps de la stabilité autoritaire

Les experts et les hommes politiques n'ont pas saisi toute l'importance des processus qui ont eu lieu dans le courant des années 2010. Dans un contexte marqué, à partir de 2011, par les mots d'ordre de « modernisation » et de *reset* et, dans de nombreux pays du monde, par des « révolutions de couleur » rejetant les pratiques dictatoriales antérieures, cette décennie a généré en Russie la plus puissante vague de protestations de l'histoire post-soviétique. Le développement (relatif) du système de partis, la restauration de l'élection des gouverneurs au suffrage universel direct ou encore les succès notables de représentants de l'opposition lors des élections municipales dans de nombreuses grandes villes semblaient alors préfigurer une forme de renouveau démocratique. Néanmoins, cette brève parenthèse a été refermée par « l'épopée de Crimée », suivie d'une « consolidation patriotique » qui n'a cessé de prendre de l'ampleur sur fond de confrontation croissante avec le monde occidental. Progressivement, les autorités ont procédé à la « nationalisation des élites », durci la législation électorale, intensifié la lutte contre la dissidence, introduit les statuts d'« agent étranger » et d'« organisation indésirable », et révisé de nombreuses normes constitutionnelles. Elles ont *de facto* interdit aux représentants de l'opposition de participer aux campagnes électorales, au motif qu'ils auraient probablement, « au cours des trois dernières années », été associés à des « organisations extrémistes ». Si le début de la décennie 2010 a donné lieu à l'annonce d'une montée de la contestation et d'une crise du système poutinien, les années suivantes se sont caractérisées par une inversion de cette tendance. Aujourd'hui, la mise en place d'un régime pleinement autoritaire (et nullement hybride) semble tout à fait envisageable.

Durant cette décennie 2010, le pouvoir a apporté la démonstration de sa résilience, malgré la fin de la période du « miracle économique poutinien », la baisse du niveau de vie de la population et les sanctions imposées par plusieurs pays étrangers. Les facteurs économiques se sont avérés peu déterminants pour la légitimité des autorités. Ainsi, l'idée selon laquelle le régime reposerait sur l'équation « liberté contre prospérité » est démentie. Les citoyens russes n'ont jamais cédé leurs droits civiques contre une augmentation de leurs revenus. Beaucoup considèrent ces droits comme une acquisition insignifiante, à laquelle on peut renoncer

sans compensation. Autrement, comment expliquer le fait que ni la baisse constante du niveau de vie, ni l'incapacité manifeste des autorités à stimuler la croissance économique, ni même les atteintes directes aux droits économiques (de la réforme des retraites au contrôle des transferts bancaires, en passant par la généralisation d'un système d'amendes et la possibilité pour les autorités de confisquer des fonds depuis les comptes bancaires des particuliers sans leur acceptation et sans décision de justice) n'aient jamais suscité de résistance de la part de la société ? Dans les années 2010, il n'y a pas eu de « négociation entre l'économie et la politique », mais une attaque coordonnée du pouvoir à la fois contre les droits politiques et les droits économiques des citoyens.

Dès lors, il était infondé d'espérer une hausse des sentiments protestataires. L'apathie et la désillusion augmentent dans la société russe, et non la volonté de s'opposer aux autorités. Si les années 2000 ont été une période de stagnation politique, les années 2010 ont été une période de stagnation économique et, au début des années 2020, les autorités ont compris qu'une offensive majeure était possible sur les deux fronts : économique et politique. Dès lors, le Kremlin a écrasé l'opposition légale, la reléguant dans la dissidence, a refusé de mettre en œuvre des programmes sociaux de grande ampleur, même à la veille des élections parlementaires (de nombreux commentateurs ont estimé que le récent discours de Poutine à l'Assemblée fédérale avait été le moins généreux économiquement de ces dernières années⁷²), et n'a cessé de durcir le régime, n'hésitant plus à employer des méthodes de « terreur et d'autoritarisme pur⁷³ ». Aucune inversion de cette tendance ne se dessine à court terme.

Pendant de longues années, les experts occidentaux ont considéré la Russie comme un pays « normal⁷⁴ » où les actions des autorités produisent globalement les mêmes réactions et les mêmes effets que dans les sociétés occidentales. L'activité de l'opposition russe, qui semblait confirmer cette hypothèse, s'est révélée un « écran de fumée » qui dissimulait une nature fondamentalement différente de la société et des institutions politiques russes. La décennie qui s'ouvre ne sera pas une période de déclin pour le régime de Vladimir Poutine, mais une ère de maturité, de stabilité autoritaire. Par conséquent, les années à venir risquent d'apporter leur lot de désillusions à tous ceux qui pensent que le système politique russe est un « colosse aux pieds d'argile » dont le temps est révolu.

72. Voir, par exemple : « Samoe žadnoe poslanie v istorii » [Le discours le plus avare de l'histoire], *Écho de Moscou*, 21 avril 2021, <https://echo.msk.ru>.

73. V. Inozemcev, « Vremâ terrora i čistogo avtoritarizma. Razmyšleniâ o tret'ej dekadke Vladimira Putina » [Une époque de terreur et d'autoritarisme pur. Réflexions sur la troisième décennie de Vladimir Poutine], *Snob*, 20 janvier 2021, <https://snob.ru>.

74. A. Shleifer, *A Normal Country: Russia After Communism*, Cambridge (Ma.)/Londres, Harvard University Press, 2005 ; les contre-arguments de l'auteur se trouvent dans V. Inozemcev, *Nesovremennaâ strana : Rossiâ v mire XXI veka* [Un pays non moderne : la Russie dans le monde du XXI^e siècle], Moscou, Alpina Publishers, 2018.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- [M. Laruelle, « Soft power russe : sources, cibles et canaux d'influence »](#), n° 122, Ifri, avril 2021.
- [B. Lo, « La Russie et le changement climatique : entre déni et adaptation »](#), n° 121, Ifri, mars 2021.
- [S. Sukhankin, « Sociétés militaires privées russes en Afrique subsaharienne : atouts, limites, conséquences »](#), n° 120, Ifri, septembre 2020.
- [A. Piatakov, « La Russie et l'Amérique latine : un rapprochement difficile »](#), n° 119, Ifri, juillet 2020.
- [P. Baev, « Mutations, ambitions et limites de la culture stratégique russe contemporaine »](#), n° 118, Ifri, juin 2020.
- [M. Laruelle, « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites »](#), n° 117, Ifri, mars 2020.
- [A. Zakharov, « Deux amis dans le besoin : où va le partenariat stratégique russo-indien ? »](#), n° 116, Ifri, octobre 2019.
- [P. Baev, « La modernisation nucléaire russe et les "supermissiles" de Vladimir Poutine. Vraies questions et fausse posture »](#), n° 115, Ifri, août 2019.
- [A. Kalika, « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? »](#), n° 114, Ifri, avril 2019.
- [M. Laruelle, « Les milices russes et leur utilisation à l'intérieur et à l'étranger »](#), n° 113, Ifri, avril 2019.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org